

*Initiatives ministérielles*

Chili, pour en faire un grand ensemble économique de l'Amérique du Nord et de plus en plus vers l'Amérique du Sud. C'est la volonté maintenant du gouvernement qui s'est rendu, depuis son arrivée au pouvoir, à des arguments de certains ministres comme celui du Commerce extérieur qui était un défenseur du libre-échange, alors que son chef en était beaucoup moins friand, en tout cas, lors de la dernière campagne électorale.

• (1535)

Mais rendu au pouvoir, il semble que le gros bon sens soit revenu, ait pris le dessus. On a maintenant en face de nous un parti très libre-échangiste et très ouvert au commerce extérieur, ce qui correspond maintenant très bien à la réalité canadienne qu'il représente, ainsi qu'à la réalité québécoise que l'on représente.

Vous me voyez venir. Évidemment, je ferai un parallèle avec ce qui s'en vient, tout simplement pour vous dire que je trouve étrange de voir ce que des gens disent en dehors de la Chambre ou même en cette Chambre, lorsqu'on parle de la situation politique du Québec. Comme on le sait, au Québec, il y a un référendum où les Québécois auront à se prononcer sur la souveraineté, mais aussi sur une offre de partenariat économique et politique qui vise essentiellement, pour reprendre les mots de ce projet de loi, à maintenir la libre circulation des marchandises, des personnes, des capitaux, l'union douanière, une politique monétaire, la mobilité de la main-d'oeuvre, etc. Ce sont des mesures qu'on essaie maintenant de prendre.

Déjà le Canada actuel, particulièrement pour ce qui est de la libre circulation des biens et des services, des capitaux et des individus—c'est plus limité dans le cas des individus, reconnaissons-le, mais considérons les trois autres cas—particulièrement avec les Américains et les Mexicains, bientôt avec les Chiliens, il y a toute une stratégie de développement du commerce, ce qui est plus important pour des provinces comme la Colombie-Britannique ou celles de l'Ouest, où on entrevoit tout le bassin du marché asiatique, on y regarde de plus en plus près pour voir quelles sont les occasions d'affaires.

Cependant, derrière ces principes de commerce avec ces pays, il faut regarder les chiffres et la réalité. Le commerce actuel entre le Québec et l'Ontario est extrêmement important. On parle de 40 à 45 milliards d'échanges de biens et de services. J'aimerais dire aux gens qui nous écoutent que quand je vois un gouvernement, le gouvernement fédéral actuel, adopter une mesure comme celle-là qui vise à faciliter le commerce avec les États-Unis, j'ai de la difficulté à comprendre pourquoi on ne ferait pas la même chose avec un partenaire placé juste à côté de sa frontière, soit le Québec, pour dire: «Nous, avec vous, on va limiter ces échanges.»

J'écoutais le secrétaire parlementaire qui a fait une réflexion intéressante. Il disait: «Vous savez, cela permettra de réduire le coût des intrants. Parce que quand on réduit le coût des intrants, cela permet de créer des emplois, cela permet de stimuler nos exportations.» Cela est tout à fait vrai.

Quand on parle d'un intrant, il s'agit de la matière utilisée pour fabriquer un produit fini. Par exemple, le bois utilisé pour fabriquer un meuble est un intrant. Donc ce qu'on utilise comme intrant dans la production, là on réduit progressivement les tarifs douaniers sur les intrants pour tendre vers une élimination éventuelle, pour créer des emplois. C'est dans cette même logique qu'était entrée en vigueur la taxe sur les produits et services. Ce

système de taxation faisait en sorte qu'on ne taxerait pas les intrants utilisés dans la fabrication. C'est ce que le gouvernement précédent a fait.

Les députés de ce gouvernement ont critiqué avec vigueur cette taxe, qu'ils décrivaient comme nouvelle mais qui en remplaçait une ancienne. Elle ne l'a pas nécessairement remplacée, parce qu'ils sont extrêmement conscients que cette taxe est tout à fait en cohérence avec les principes qu'ils défendent dans cette loi, c'est-à-dire de favoriser nos exportations. Cela dit, la TPS n'est pas parfaite. On aura la chance d'en discuter quand on parlera de taxation un peu plus tard cet après-midi. On attend toujours les modifications que le gouvernement entend proposer et mettre en vigueur, et il ne reste pas beaucoup de temps pour respecter leurs promesses électorales. Je doute qu'il pourra le faire, mais on aura la chance d'en discuter plus tard.

Donc, toute cette logique de dire qu'il faut favoriser nos exportations, favoriser que le coût des matières qu'on utilise dans nos exportations soit le plus bas possible, c'est tout à fait dans la logique commerciale de 1995 et des années 2000.

Donc peu importe les décisions politiques, mais advenant le cas où les Québécois choisiraient de prendre en main leur avenir politique tout en voulant maintenir des liens économiques avec le Canada, pourquoi un entrepreneur ontarien, par exemple, qui achète des intrants au Québec parce qu'ils sont meilleur marché, dirait-il: «À l'avenir, j'achèterai des intrants plus cher: je veux être moins compétitif parce que le premier ministre du Canada me dit qu'on ne fera pas affaire avec le Québec?»

• (1540)

Pensez-vous que cette logique va primer? Pas du tout. Ce sera la même logique d'affaires capitaliste qu'on a aujourd'hui. Ces gens vont se demander où sont les intrants le meilleur marché, où sont les produits qu'ils peuvent utiliser à meilleur marché et c'est ceux-là qu'ils vont continuer d'acheter. Ils vont vendre à tous ceux et celles qui vont vouloir acheter. Personne ne va refuser de vendre des produits et des services à ceux qui veulent les acheter. Ce n'est pas dans notre type d'économie actuel.

Je ne connais aucun entrepreneur québécois ou canadien qui, s'il a un acheteur pour ses produits, refuserait de les vendre sous prétexte de leur identification politique ou du régime dans lequel il se trouve. Même les investisseurs canadiens investissent en Afrique du Sud qui a pourtant un régime politique très contestable. Les gens y investissent quand même. Ce n'était pas le régime le plus stable politiquement, mais ils y voyaient des investissements d'affaires dans le secteur minier de l'or, entre autres.

Les gens qui vont investir ici savent que cela va être plus rentable pour eux. Ce sera identique au lendemain du référendum. Ils investissent ici parce qu'ils voient les meilleures opportunités de marché.

Donc, ceci me rend très perplexe par rapport aux discours politiques du premier ministre et de sa ministre du Travail, responsable du référendum au Québec, lesquels ne semblent pas être en cohérence avec le projet de loi sur lequel on discute, parce que ce projet de loi vise à faire en sorte de favoriser le commerce extérieur du Canada.